

Luxembourg, Novembre 2006

Traitement des données de référence

Le Luxembourg est la deuxième place de fonds au monde, les fonds d'investissements y administrés sont des « capital movers » de première importance. La place a acquise un savoir-faire des plus solides pour ce qui est des activités liées à l'industrie des fonds. Aujourd'hui, le coût salarial correspondant pousse, ceci dit, les acteurs du secteur à se préoccuper de plus en plus de questions de synergies et de rationalisation.

Augmenter le degré de « STP » et optimiser les processus de back-office par la normalisation de l'acquisition et du processing des données de référence sont aujourd'hui considérés comme des sujets clés de réflexion permettant de diminuer tant le coût global associé, que le risque opérationnel.

Pour les besoins du présent exposé, nous ne distinguerons que trois grandes catégories de données de référence, celles qui dans leur grande majorité seront collectées à travers des sources externes, à savoir : données de marché, données « statiques » et instructions.

Par données de marché l'on comprend essentiellement les données produites à très haute fréquence par les bourses, les ECN, Internaliseurs, agents, brokers, centralisateurs, banques centrales etc.... La disponibilité en temps réel de ces données est surtout critique pour les utilisateurs « front office » et l'on se préoccupe dans ce contexte plus de questions de latence, que de validations, corrections et recouvrement. Par ailleurs en administration de fonds, des données temps réel ou proches de celui-ci, sont également de plus en plus utilisées à des fins de valorisation d'instruments critiques en mode snap-shot, mettant alors un fort accent sur les questions de qualité.

La catégorie des données « statiques », qui aujourd'hui, en bien de cas n'ont plus de statiques que le nom, se décomposent essentiellement en cinq catégories. À savoir, données descriptives des émetteurs et instruments, paiements, opérations sur le capital (OST au sens large) et cours de valorisation. La disponibilité en temps et qualité requis de ces informations est cruciale pour de nombreux processus tout au long de la chaîne titres.

La dernière catégorie est celle des instructions, à savoir les messages SWIFT format ISO15022 et parmi ceux-ci, nous intéressent plus particulièrement les instructions par rapport aux opérations sur capital, les MT564, MT568. Ceux-ci étant à la base de tout processus de comptabilisation des OST, un contrôle et une plausibilisation des données contenues est de prime importance.

Coûts et risques associés.

Les données de marchés et données statiques sont acquises auprès de fournisseurs commerciaux, tels Telekurs Financial, Interactive Data, Reuters, Bloomberg, WM et autres, chacun ayant son créneau spécifique et aucun n'étant totalement exhaustif dans la couverture du besoin d'un marché aussi diversifié que le Luxembourg. Les fonds luxembourgeois ayant un horizon d'investissement extrêmement vaste, il y a



peu de limites par rapport aux types d'instruments, de provenance ou de marchés ciblés. Ainsi l'on peut estimer la dépense directe du marché pour l'acquisition des seuls flux back-office à quelques vingt-cinq millions d'Euro par an. Chacun des fournisseurs mentionnés livre l'information dans des formats propriétaires utilisant des méta données spécifiques et des règles de vacations différentes. Du côté banque, tous ces standards doivent être connus, analysés et intégrés vers les différents systèmes cibles. Dépendant du degré de STP, ce facteur d'intégration produit un ratio de 1 pour 3 à 1 pour 4 par rapport au simple coût d'acquisition. L'on doit donc estimer la dépense totale de la place à une centaine de millions d'Euro par an.

L'ensemble de ces coûts est conditionné essentiellement par le cadre légal et réglementaire. Ainsi, les institutions majeures dépensent jusqu'à 60% de leurs budgets IT dans des projets de mise en conformité. De nouvelles législations requièrent de nouvelles données de référence pour l'alimentation des processus adaptés : cela était le cas pour l'exemple dramatique de la « taxe européenne », cela sera le cas pour la CADIII transposant en droit communautaire les règles de l'accord Bâle II, et cela sera à nouveau le cas pour la gestion des données de marchés dans le cadre de la MiFID qui posera des problèmes de volumétrie considérables.

Les données de référence jouent un rôle clé dans la quasi-totalité des processus bancaires et d'administration de fonds, et peuvent représenter jusqu'à 70% du contenu d'une transaction. Cependant, à ce jour l'industrie financière ne dispose, pour ces données-là, ni de standards communs de délimitation, ni de normalisation unifiée. Les différents systèmes cibles à l'intérieur de chaque institution demandent différents sous-ensembles de données de référence qui sont acquises auprès de sources très différentes. Ces données sont transférées aussi bien entre systèmes internes que vers l'extérieur induisant à différents niveaux d'une transaction des risques élevés de non réconciliation et d'erreurs.

Si l'on considère les risques opérationnels associés par Bâle II aux différentes lignes de métier, les données de référence peuvent mener à des risques tels que défauts de bonne livraison, défaut de réception, « out-trades », transactions non confirmées, délais de transfert, défauts de réconciliation aussi bien avec des entités internes qu'externes, « buy-ins », risques d'exécution au niveau de prêts / gages sur titres et de « repo's », délais dans l'exécution et la comptabilisation d'OST optionnelles, immobilisation de capital propre pour la couverture de pertes exigée par la CADIII, et cette énumération est loin d'être exhaustive.

En réaction à cette problématique, de plus en plus d'institutions ont mis en place des projets de base de données centrales ou « Golden Copy », se trouvant aujourd'hui à différents stades de production, sachant que chacun de ces projets établit un nouveau standard de traitement et de distribution propriétaire. De plus, ces projets sont pour la plupart des institutions de petite et moyenne taille prohibitifs tant du point de vue de l'investissement que de celui du coût opérationnel. Les mêmes contraintes légales et réglementaires s'appliquent cependant à l'ensemble de la communauté financière ; et même la parfaite maîtrise des données de référence d'un intervenant ne le met pas à l'abri d'erreurs de la contrepartie ; la transaction échouant dès que le matching ne peut se faire.

Revenant aux coûts, nous pouvons conclure, qu'il y a trois grandes catégories associées aux données de référence, dont bien souvent le seul coût d'acquisition est clairement identifié et celui-ci n'est de loin pas le plus élevé. Il y a d'abord les



charges directes tels les ressources humaines, et installations, l'acquisition, les licences software, systèmes et communications. Puis l'on doit considérer les pertes occasionnées par des défauts de transactions et des erreurs dans la comptabilisation des OST. Et en dernière catégorie, l'immobilisation de capital dans le cadre des provisions du risque opérationnel selon Bâle II. La somme des charges incombant au traitement des données de référence en constituent alors le « coût global associé » ou « Total cost of ownership » (TCO).

Au vu de ce qui a été dit, les activités d'acquisition, normalisation, contrôle et distribution liées aux données de référence se prêtent à la mutualisation et à la centralisation. C'est précisément autour de ces questions que se construisent les activités ASP et « co-sourcing » de CETRELSecurities. PSF, la société s'engage sur des processus en stricte conformité avec les réglementations de l'autorité bancaire. Le but primaire est de faire profiter le client d'une modération du TCO, de l'assister dans la modération des risques opérationnels liées aux données de références, tout en l'aidant dans l'augmentation du degré de STP par la mise à disposition d'informations validées et prêtes à l'emploi. De par son actionnariat, CETRELSecurities est fortement centré sur l'analyse et les services autour des besoins spécifiques de la place luxembourgeoise tout en tenant compte de ses fortes affinités internationales.